

UGE CAM BRPL
Service Achats/Marchés

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES SYSTEMES DE DESENFUMAGE MECANIQUE ET NATUREL INSTALLES DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'UGE CAM BRPL

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)









Consultation n°

311_2025





SOMMAIRE

DÉFINITIONS.....	3
1. OBJET DU CONTRAT.....	4
1.1 Description des prestations	4
1.2 Intervenants	4
2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	4
3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
4.1 Prix du contrat	5
4.2 Conditions de paiement	7
5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
5.1 Représentation des parties	8
5.2 Remplacement des intervenants	8
5.3 Grèves	8
5.4 Obligations du titulaire.....	9
5.4.1 Obligation de résultat	9
5.4.2 Obligations générales du titulaire quant au personnel.....	9
5.4.3 Qualification du personnel.....	10
5.4.4 Fonctionnalités minimales attendues.....	10
5.4.5 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel	11
5.4.6 Obligations de conseil.....	12
5.4.7 Obligations d'information	12
5.4.8 Obligation de confidentialité	12
5.5 Mesures de sécurité	12
5.6 Obligation de l'acheteur	13
5.7 Plan de continuité d'activité	13
5.8 Biens	13
5.9 Modalités d'exécution des prestations ponctuelles.....	14
5.10 Prolongation du délai d'exécution des prestations (récurrentes et ponctuelles) et sursis à exécution 14	
5.11 Calendrier des prestations	14
5.12 Cadre d'intervention	15
6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
6.1 Obligations courantes du titulaire	15
6.2 Obligations liées à la sécurité numérique	17
6.2.1. Préambule – précisions terminologiques	17
6.2.2. Description du traitement de données à caractère personnel	17
6.2.3 – Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du rgpd).....	17
7. LITIGE ET SANCTIONS.....	18
7.1 Pénalités	18
7.2 Autres stipulations	19
8. FIN DU CONTRAT	20

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES SYSTEMES DE DESENFUMAGE MECANIQUE ET NATUREL INSTALLEES DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'UGECAM BRPL
 Acheteur	UGECAM BRPL
 Type de contrat	Marché de services
 Structure	6 lots
 Lieu d'exécution	Selon adressage
 Délai	Variable selon les prestations du contrat - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
 Pénalités	$P = V \times R / 1000 + \text{autres}$
 Variation des prix	Révisables,
 Nature des prix	Prix mixtes

DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

1. OBJET DU CONTRAT

1.1 Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES SYSTEMES DE DESENFUMAGE MECANIQUE ET NATUREL INSTALLES DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'UGECAM BRPL.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est indiqué au point 2.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement
- le présent document
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

1.2 Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **UGECAM BRPL**, représenté par UGECAM BRPL.

Adresse et coordonnées :

Service Achats/Marchés

2 chemin du Breil
BP60075
44814 SAINT HERBLAIN CEDEX 1

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de services

50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
------------	--

■ Décomposition de la prestation :

Les prestations sont décomposées comme suit en **6 lots**.

Numéro de lot	Objet
1	Département de Loire Atlantique
2	Département d'Ille et Vilaine
3	Département du Morbihan
4	Département du Finistère Nord
5	Département du Finistère Sud
6	Département de Maine et Loire

3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Délais d'exécution :

Les délais d'exécution des prestations sont les suivants :

Le marché est passé pour la période allant du 1^{er} mai 2026 au 30 avril 2027.

Le marché est ensuite reconductible 4 fois un an soit :

- Du 1^{er} mai 2027 au 30 avril 2028, pour la 1^{ère} reconduction,
- Du 1^{er} mai 2028 au 30 avril 2029, pour la 2^{ème} reconduction,
- Du 1^{er} mai 2029 au 30 avril 2030, pour la 3^{ème} reconduction,
- Du 1^{er} mai 2030 au 30 avril 2031, pour la 4^{ème} reconduction.

Dans les 3 mois précédents l'échéance du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur informera, par lettre recommandée avec accusé de réception le titulaire du marché, de sa décision de reconduire ou non le marché.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction du marché.

Le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de non reconduction du marché.

La reconduction sera tacite.

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

Les prix du marché sont exprimés en euros hors taxes, révisables. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la réalisation de la prestation. Les établissements EHPAD ou soins de suite de l'UGECAM peuvent bénéficier du taux réduit de TVA, une attestation sera jointe lors de la notification du marché afin que l'entreprise puisse établir ses factures au taux réduit.

La décomposition forfaitaire des prix est présentée sur le bordereau de prix par sites que les soumissionnaires remettront avec l'acte d'engagement correspondant.

Les propositions des entreprises feront apparaître par nature de prestations :

- Le montant annuel HT pour les prestations forfaitaires
- Le prix unitaire HT pour les prestations ponctuelles
- Le taux de TVA applicable

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent l'ensemble des moyens humains et matériels (matériel technique, produits et consommables nécessaires à l'exécution des prestations)

suivants les prescriptions du présent CCAP et du CCTP.

Le montant de la prestation s'entend pour toutes les interventions ainsi que pour toutes les fournitures dont le montant en euros hors taxe (€ HT) n'excédera pas 100 € sur la base des prix publics du catalogue de base SOFINTHER (ou équivalent).

■ Révision des prix :

Les prix des prestations sont fermes pendant la première année de la prestation.

Ils seront révisés annuellement à chaque reconduction de marché.

Aucune demande de révision de prix ne sera acceptée après la date anniversaire du marché.

Ce calcul sera fait en appliquant la formule suivante sur la base du dernier indice connu au jour de la demande de révision :

$$P = P_o \times 0,125 + 0,725 (ICHT-IME / ICHT-IME_o) + 0,15 (FSD2 / FSD2_o)$$

Dans laquelle :

- P = nouveau prix de règlement des prestations
- P_o = prix initial des prestations
- ICHT-IME = Indice du coût horaire du travail – Industrie mécanique et électrique (base 100 en Décembre 2008) : données INSEE
- FSD2 = Indice Frais et services divers. Origine : DGCCRF - INSEE (communiqué paru au BOCCRF du 30 septembre 2004) (base 100 en juillet 2004)

Les indices figurant au dénominateur représentent les valeurs initiales, ce sont les indices relatifs au mois correspondant au mois précédant la date limite de remise des offres.

Les indices figurant au numérateur représentent les valeurs finales, ce sont les derniers indices connus à la date de demande de révision.

Clause de butoir :

En tout état de cause, la révision des prix ne pourra entraîner une augmentation des prix supérieure à 2%

Clause limitative de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si la révision annuelle des prix entraîne une augmentation des prix supérieure à 2%.

En cas de suppression de l'indice par l'INSEE (ou par un organisme habilité) :

- Si l'indice supprimé est remplacé par une nouvelle série avec ou non un coefficient de raccordement, cette nouvelle série s'appliquera pour effectuer la révision des prix ;
- Si l'indice supprimé est remplacé par plusieurs séries correspondantes ou qu'aucun nouvel indice n'a été défini, l'UGECAM BRPL proposera au titulaire du marché un nouvel indice. Le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour formuler son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice et un avenant au marché sera établi. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord pour définir le nouvel indice applicable et établir un avenant au marché.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ **Prestation supplémentaire éventuelle :**

Applicable aux lots 1, 2, 3, 4, 5 :

En cas de situation exceptionnelle (coupure réseau, urgence électrique...), le titulaire s'engage à assurer la sécurisation des installations.

4.2 Conditions de paiement

■ **Avance :**

Il n'est pas prévu d'avance.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les numéros de SIRET des établissements sont indiqués au point 3.

■ **Périodicité des paiements :**

Une facturation trimestrielle est prévue. Le libellé de la facture doit indiquer clairement le lot concerné, la période, et les sites concernés. Les travaux hors forfait sont facturés sur validation écrite de l'UGECAM.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R. 2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires
M : montant TTC de la demande de paiement
Taux IM : taux d'intérêt légal en vigueur
J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Représentation des parties

Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'organisme est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. L'organisme notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Responsable

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme. Il est présent sur le site sur convocation de l'acheteur et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire. Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'organisme.

Le responsable est chargé du suivi des prestations :

- De la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire,
- Du contrôle de la qualité des prestations,
- De la vérification de la prise en compte des doléances des usagers de la sécurité du personnel et des biens.

5.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'organisme se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. L'organisme se réserve le droit d'exiger du titulaire du contrat, le retrait ou le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles édictées dans le CCAP ou le CCTP. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'organisme. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.3 Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché en accord avec l'organisme bénéficiaire des prestations.

Dans ces conditions, le titulaire du marché sera tenu de présenter pour le site les moyens et modalités d'organisation qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit de la Direction locale du site.

Ces moyens d'organisation feront l'objet de réorganisation locale au fur et à mesure de la poursuite du conflit. Le titulaire prévoit un plan BIS dégradé en cas de grève. En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer, les prestations définies indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments, selon les fréquences établies en accord avec l'organisme.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'organisme par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

5.4 Obligations du titulaire

5.4.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations. Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimums, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations, les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

Le prestataire est aussi soumis à une obligation de résultat sur la :

- Disponibilité constante des dispositifs de désenfumage ;
- Conformité aux normes NF S 61-933, EN 12101-2, APSAD R17 ;
- Préparation aux commissions de sécurité (ERP / EHPAD / établissements médico-sociaux).

5.4.2 Obligations générales du titulaire quant au personnel

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- Aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- À la loi n°98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.
- À la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le Code du travail ; au décret 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.
- À la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure.
- À ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution.
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché, notamment les articles du Code du travail :
 - L.8241-1 à L.8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'oeuvre »,

- L.8231-1 à L.8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
- L.8221-1 à L.8222-7 relatifs au « travail dissimulé »,
- L.8251-1 à L.8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
- D.8254-1 à D.8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
- L.4741-1 à L.4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

5.4.3 Qualification du personnel

Le personnel doit être formé en conséquences des termes du marché :

- Être habilités SSI, formés aux systèmes DAS, CMSI, VCD, etc. ;
- Être capables d'intervenir en présence des commissions ;
- Respecter les protocoles de sécurité propres aux établissements UGECAM.

5.4.4 Fonctionnalités minimales attendues

Le titulaire met en œuvre un logiciel de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) ainsi qu'un portail de Gestion des Demandes d'Intervention (GDI) permettant :

- la planification des opérations de maintenance préventive et corrective ;
- la traçabilité complète des interventions réalisées ;
- le reporting automatisé à destination du client ;
- l'accès en ligne aux historiques, documents, demandes d'intervention et devis ;
- la génération de rapports périodiques et ponctuels.

L'ensemble des rapports, documents, constats, diagnostics et suivis liés à l'exécution du contrat doivent obligatoirement être intégrés dans le système GMAO de l'UGECAM.

Aucun document ne sera réputé remis s'il n'est pas intégré dans cet outil.

Le logiciel GMAO/GDI doit obligatoirement intégrer :

- L'inventaire technique des équipements (par site, par lot, avec codification et historique) ;
- La planification des opérations préventives (gammes, dates, durées, équipements associés) ;
- Le suivi des bons d'intervention (curatif et préventif) ;
- L'analyse d'activité : bilans, taux de réalisation, anomalies détectées, temps passé ;
- Des tableaux de bord synthétiques : taux d'alerte, criticité, priorités, retards ;
- Une interface GDI UGECAM pour :
 - Saisie directe de demandes d'intervention ;
 - Suivi de leur traitement (statut, motif de report, clôture, mail automatique) ;
 - Extraction de statistiques simples (Excel, PDF).

L'outil doit être accessible en ligne. L'UGECAM doit disposer d'au moins 3 accès simultanés par lot (si possible par site). L'interface doit être intuitive, sans formation longue pour les utilisateurs.

L'installation, le paramétrage, et la mise en service sont réalisés pendant la phase 1 (prise en charge).

Aucun surcoût n'est autorisé : tous frais sont inclus dans l'offre. Le titulaire forme au moins 2 agents UGECAM par site à l'utilisation GDI.

Toutes les données générées sont propriété exclusive de l'UGECAM. Le titulaire met en place une sauvegarde hebdomadaire minimum (5 jours max). En fin de contrat, il fournit une copie complète des données (format : Excel, CSV, SQL ou autre convenu avec UGECAM).

Les documents suivants doivent obligatoirement être téléversés dans la GMAO aux échéances suivantes :

Document	Fréquence	Délai de dépôt dans GMAO
Rapport d'activité semestriel	2 fois / an	sous 15 jours après échéance
Rapport annuel de synthèse	1 fois / an	sous 30 jours après fin d'exercice

Rapport ponctuel d'anomalie critique	Dès détection	sous 48h ouvrées
Rapport d'état des réseaux (via manchettes)	1 fois / an	sous 30 jours
Devis liés à travaux ou non-conformités	Dès détection	sous 10 jours
PV de commission sécurité (sur demande)	À chaque réunion	sous 72h

L'acheteur s'engage à déployer, au cours de l'exécution du marché, son système de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO). Ce système sera progressivement intégré avec le logiciel existant du titulaire, notamment pour permettre le transfert des données d'interventions, d'inventaire, de planification, et la gestion des ordres.

Dès que cette intégration est opérationnelle, le système interne de l'acheteur deviendra le système principal de suivi des opérations de maintenance. Le titre, la qualité et la traçabilité des données seront garantis, conformément aux dispositions du CCAG applicables en matière de sécurité, confidentialité et traçabilité.

Des codes d'accès seront fournis au titulaire afin de permettre l'accès direct à notre GMAO. L'acheteur assurera la formation et l'assistance nécessaires à l'usage de cet outil, et garantira sa disponibilité dans les conditions standards de bon fonctionnement prévues dans le présent marché.

Le Titulaire veillera à ce que l'interface logicielle respecte les normes de sécurité informatique et de protection des données. Toute évolution technologique liée à cette intégration devra être réalisée à ses frais, dans le respect des délais et des obligations contractuelles prévues.

6.4.5 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du titulaire.

L'organisme ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements intérieurs de l'organisme, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par l'organisme.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'organisme.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produite à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux du siège de l'organisme.

Tenues de travail et équipement de protection :

Le personnel devra effectuer les opérations prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Lors de la manipulation de déchets, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

Visite médicale d'embauche :

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Travailleurs d'aptitude physique restreinte :

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

5.4.6 Obligations de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

5.4.7 Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'organisme tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

5.4.8 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'organisme, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'organisme pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

5.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'organisme et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière applicable aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Cf. Articles R.4511-1 à R.4515-11 du Code du travail).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu. De la même façon, l'administration s'engage à ne pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

L'entreprise devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Les portes coupe-feu ne devront pas être obturées ni encombrées.

Les zones susceptibles de demeurer glissantes durant un certain temps après intervention (notamment après un balayage humide) devront faire l'objet, à l'initiative de l'entreprise, d'un balisage. Ce balisage devra indiquer de manière évidente et suffisamment voyante le caractère périlleux pour les personnes des dites zones.

Dès le début du marché, l'entreprise devra communiquer à l'organisme les fiches techniques de tous les produits d'entretien utilisés.

Des clés sont confiées au titulaire pour l'exécution des prestations. En cas de perte, le remplacement des clés et des serrures sera à la charge du titulaire.

Les portes des bureaux, salles de commission et de bibliothèque, etc. devront être scrupuleusement refermées à clé après chaque intervention, sauf prescription différente de l'administration.

5.6 Obligation de l'acheteur

L'acheteur se doit d'informer le titulaire du marché de toute modification qu'il apporterait aux installations ou aux bâtiments faisant l'objet du présent marché.

L'acheteur se doit de mettre à disposition du titulaire du marché :

- L'accès aux divers locaux (chaufferies, sous-stations, locaux techniques, ...)
- Les espaces de stockage nécessaires si besoin et sur demande
- Les dossiers techniques amiante ou attestation de non présence d'amiante
- Les DIUO, le cas échéant

L'acheteur se doit de s'acquitter des factures établies par le prestataire suivant le CCAP:

L'acheteur aura à sa charge la fourniture des énergies (électricité, fioul, gaz, etc), la fourniture de l'eau, des produits de traitement d'eau, sous réserve que ces consommations ne soient pas excessives consécutivement à une malveillance ou négligence du prestataire, en ce cas, les surconsommations constatées seront facturées au prestataire sur la base des prix pratiqués par les concessionnaires ou fournisseurs concernés.

L'acheteur, devra notifier spécifiquement, pour chaque site, les conditions de dérogations de la température de chauffage exigée pour les locaux particuliers ; la liste des locaux et la température demandée seront précisément définies pour tous les cas où les conditions seront particulières.

En fin d'exercice, des retenues partielles ou totales de la dernière situation pourront être de droit appliquées par l'acheteur pour prévenir un potentiel défaut de remise de document (rapport annuel, restitution de documents).

5.7 Plan de continuité d'activité

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté à l'acheteur un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec les services de l'organisme à cet effet afin de lui préciser les attendus du pouvoir adjudicateur

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites du pouvoir adjudicateur.

5.8 Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

5.9 Modalités d'exécution des prestations ponctuelles

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de l'organisme.

Ces bons de commande devront être exécutés dans un délai maximum de 15 jours calendaires.

En cas d'urgence avérée, ce délai pourra être ramené à 48 heures ouvrées.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités pour retard. Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit à l'organisme.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, les bons de commande passés au titre du présent marché seront signés par l'organisme bénéficiaire.

Ils précisent :

- L'identification des parties : acheteur et titulaire ;
- La référence et l'intitulé de l'accord-cadre ;
- La désignation et la référence des prestations à exécuter ;
- La quantité commandée ;
- Le prix unitaire initial HT (ou révisé pour l'année N+1) ;
- Le taux de la TVA ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande
- Les lieux d'exécution de la prestation ;
- Les termes de livraison ;
- L'adresse de facturation ;
- Les références propres au bon de commande : numéro, date d'émission, signature,
- Le délai d'exécution de la prestation
- La date de début d'exécution du bon de commande
- La date de fin d'exécution du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations

5.10 Prolongation du délai d'exécution des prestations (récurrentes et ponctuelles) et sursis à exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 et suivant du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- Si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.
- Et à condition que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

5.11 Calendrier des prestations

Le titulaire doit soumettre à l'agrément de l'acheteur, 15 jours au plus tard après la notification du marché, le calendrier mensuel des prestations.

Ce calendrier mensuel doit être mis à jour périodiquement suivant l'expérience acquise sur le site et le degré de satisfaction des usagers.

5.12 Cadre d'intervention

Les différentes fonctions des bâtiments nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement.

Les horaires effectifs espace par espace, sont définis en relation avec l'organisme.

Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

Les prestations et les horaires d'intervention sont définis dans les spécificités du site dans le CCTP.

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Engagement du titulaire vis-à-vis de l'UGECAM BRPL :

Le prestataire s'engage à :

- Exécuter toutes les prestations décrites dans le CCTP avec obligation de résultats ;
- Respecter les délais d'intervention, les engagements de qualité et les fréquences minimales ;
- Fournir un personnel qualifié, identifiable, et stable tout au long du contrat ;
- Assurer un conseil technique proactif auprès de l'UGECAM ;
- Signaler immédiatement toute anomalie critique, danger sanitaire, ou non-conformité ;
- Tenir à jour les outils GMAO et documents d'exploitation ;
- Respecter toutes les obligations réglementaires

■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure

de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Les pièces requises dans le cadre de l'obligation de vigilance (justification d'immatriculation, attestation sociale de vigilance URSSAF, liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail notamment) sont rendues accessibles par le titulaire selon des modalités qu'il choisit.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de

l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

6.2 Obligations liées à la sécurité numérique

6.2.1. Préambule – précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est l'acheteur et les sous-traitants sont le(s) titulaire(s) des lots.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD), la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

6.2.2. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au présent accord-cadre au profit des services bénéficiaires.

Pour l'exécution des prestations du marché et en cas de besoin avéré, l'UGECAM BRPL pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement des interlocuteurs des services bénéficiaires. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de la mise en relation avec les services bénéficiaires et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

6.2.3 – Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

7. LITIGE ET SANCTIONS

7.1 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'organisme de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, en tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 25% du montant forfaitaire annuel des prestations régulières.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Thèmes	Objectifs qualité	Modalité d'application des pénalités	Montant des pénalités en €
Prestations régulière	En cas de non-respect des fréquences contractuelles d'exécution des prestations équivalant à la non réalisation de la prestation.	Par anomalie constatée	100€
	Report de l'exécution des prestations, sans accord préalable de l'organisme, par rapport au planning d'exécution indiqué dans le CCTP	Par anomalie constatée	100 €
	Non réalisation de la prestation	Par défaut	Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité équivalant à 50% du prix de la prestation figurant dans le BPU, par prestation et à partir du premier constat.
	En cas de report de l'exécution des prestations, sans accord préalable de l'organisme par rapport à la date communiquée par l'organisme au titulaire	Par défaut	Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité équivalant à 50% du prix de la prestation figurant dans le BPU, par prestation et à partir du premier constat.

Pénalités diverses	Retard dans la remise des documents	Par jour de retard	30 € par semaine de retard
	Non remise de l'attestation d'assurance	Par jour de retard	150 €
	Matériel non conforme	Par anomalie constatée	150 €
	Dépassement de délai critique niveau 1	Par jour de retard	300 €
	Absence de réponse du titulaire à un appel téléphonique ou un mail (maximum 48h)	Par anomalie constatée	150 €
	Défaut de rapport mensuel ou réunion	Par jour réunion	100 €
	Respect de la production périodique des attestations fiscales et sociales	En cas de non présentation des attestations fiscales et sociales dans les 15 jours	500 € / jour de retard (ne peut excéder 10% du montant total)
	Introduction d'un tiers non autorisé	Par anomalie constatée	1000 €
	Non-respect de la clause relative au plan de continuité d'activité	En cas de retard ou d'absence, 3 mois après notification du marché	200 € / semaine
	Les opérations qui n'auront été exécutées que partiellement	Par manquement constaté	100 €
	Non-respect du mémoire technique du titulaire	Par infraction constatée	100 €
	Non communication des documents administratifs dans les délais impartis	Par manquement constaté	100 €
	Défaillance critique non signalée	Par anomalie constatée	100 €
Réfections dérogatoires	Pénalité à la suite de trois demandes de remise en conformité par le représentant du site concerné suite aux contrôles contradictoires	Par tranche de 3 rappels	150 €
	Non remplacement d'un matériel usagé ou hors service	Par jour de retard à partir du 10 ^{ème} jour de la demande de remplacement	100 €

7.2 Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Indisponibilité :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES
Téléphone : 0240994600
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Télécopie : 0240994698

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

8. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Tous les matériels installés, soit en maintenance préventive, soit en maintenance corrective, sont garantis 1 an. Le bon fonctionnement est garanti 2 ans.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)